

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale : Côte-d'Or

Subdivision : 21-3

Nom de l'inspecteur : R. MORGE

Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 13/12/2010

Date de l'inspection : 21/12/2010

Type d'inspection :

☒ approfondie

ou ☐ courante

ou ☐ ponctuelle

☐ inopinée

ou ☒ annoncée

☒ planifiée

ou ☐ circonstancielle

Motif de la planification : Plan de contrôle des installations classées

Société : Société SEVIA

Commune : Brazey-en-Plaine

Activité : Regroupement, reconditionnement de déchets

AUTORISATION

Priorité : à enjeux

Liste des installations inspectées : Établissement

Thème : Eau - Sécurité

Référentiel de l'inspection : Arrêté préfectoral du 2 août 2004

Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :

M. DURET - Responsable agence

Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :

L'établissement est spécialisé dans le transit et le regroupement de déchets industriels et en particulier les huiles usagées.

L'exploitant a prévu, courant 2011, de déménager ses activités sur le site EDIB, Boulevard Beauregard à Longvic. Le site de Brazey devrait être revendu par la suite et une déclaration de cessation d'activité sera déposée par l'exploitant en préfecture.

Les activités prévues dans le dossier initial et dans l'arrêté préfectoral n'ont pas toutes été mises en œuvre (pas de récupération de médicaments, de déchets de laboratoire, de boues de perchloréthylène et d'air-bag, pas de broyage et compactage de pare-choc et de fûts plastiques). De ce fait, certaines dispositions de l'arrêté préfectoral ne sont pas adaptées et les risques accidentels liés à l'activité de l'établissement apparaissent plus faibles. Le site est conçu de manière à limiter les risques de pollution des eaux.

Le classement de l'établissement a évolué suite à la modification récente de la nomenclature des installations classées concernant les rubriques déchets. Si la fin prochaine de l'activité sur le site est confirmée (moins d'un an), il ne sera pas utile de mettre à jour le classement de l'établissement.

L'inspection a mis en évidence des écarts par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral, pour lesquels il est demandé à l'exploitant, pour certains d'entre eux, des actions correctives dans les meilleurs délais, et pour les autres, l'établissement d'un échéancier de mise en conformité sauf si le déménagement devait intervenir dans les 6 mois à venir et qu'une cessation d'activité devait être notifiée en Préfecture rapidement.

Ces points sont détaillés ci-après.

Écarts pour lesquels des actions correctives doivent être engagées dans les plus brefs délais :

- Article 6.2 - Dispositions générales - consignes d'exploitation
Il est noté l'absence de consignes d'exploitation, en particulier pour le chargement - déchargement des camions au niveau de l'installation de stockage des huiles. Ces consignes sont à établir.
- Article 11.1 - Limitation des consommations d'eau
Un registre pour noter la consommation d'eau est à mettre en place et des relevés réguliers sont à faire.

- Article 11.2 - Réseaux
Le disconnecteur sur le réseau d'approvisionnement en eau de l'établissement est à contrôler.
- Article 25-2 - Conception et aménagement - Installations électriques
Les travaux suite aux observations relevées lors du contrôle des installations électriques en 2010 sont à faire.
- Article 26 - Exploitation
L'exploitant doit être en mesure de produire un état de stock en permanence. Il lui est demandé de mettre en place les moyens pour établir cet état.
L'identification des produits stockés sur le site est à compléter.
Le plan de zonage ATEX est à établir.
- Article 27 - Moyens de secours et d'intervention
Les consignes de sécurité doivent être établies et affichées.
Le plan d'intervention en cas de sinistre est à établir.
- Article 32 - Conditions de stockage des déchets autres que les déchets en cuve
Tous les produits inflammables doivent être regroupés dans la zone prévue pour leur stockage (cas de bidons situés hors zone).
L'identification des zones de stockage dans le hangar doit être complétée.

Écarts pour lesquels un échéancier doit être établi

- Article 11.4 - Prévention de la pollution accidentelle des eaux
Une inspection du réseau d'égout faite en mars 2008 a permis de détecter une fissure ouverte sur le réseau d'eau pluviale du parking entre le stockage en cuve et le bâtiment. Il conviendra de réparer le tuyau et de s'assurer de l'absence de pollution dans cette zone lors de la cessation d'activité.
- Article 25-1 - Conception et aménagement - Voies et aires de circulation
Les voies de circulation devront être délimitées.
- Article 26 - Exploitation
Le plan de circulation est à établir.
- Article 27 - Moyens de secours et d'intervention
La détection de température dans l'alvéole solvant a été remplacée par une détection de fumée. Cette détection comme celle d'une fuite accidentelle sur la cuve enterrée devra être reliée au dispositif de télé-surveillance.
- Article 32 - Conditions de stockage des déchets autres que les déchets en cuve
Les bennes et fûts contenant des aérosols ne sont pas grillagés. Il convient de prévoir un dispositif grillagé sur ces stockages.
Le bâtiment déchets devra être équipé d'un système de désenfumage.
- Article 33 - Prescriptions relatives à l'installation de stockage d'huiles usagées, d'eaux hydrocarburées et de liquides de refroidissement
L'article 33 prévoit que les points de déchargement des huiles et des liquides de refroidissement soient séparés, ce qui n'est pas le cas. Une mise en conformité est à réaliser.
- Les cuves sont équipées d'une détection de niveau qui coupe automatiquement la pompe mais cette détection de niveau ne dispose pas d'un report d'alarme comme prévu dans l'AP. Le report d'alarme est à mettre en place.

Suites envisagées :

Lettre à l'exploitant pour lui rappeler les écarts relevés lors de l'inspection.

Des propositions de suites à Madame la Préfète pourront être faites au regard du transfert effectif ou non de l'activité prévu par l'exploitant au cours des premiers mois de l'année 2011.

Liste des documents établis suite à la visite :

Transmission à Madame la Préfète

Tableau des constats

Lettre à l'exploitant

Dijon, le 10 janvier 2011

L'inspecteur des installations classées,



Rémi MORGE